Comment se préparer à la campagne présidentielle en Egypte : Les révolutionnaires encore indécis

mercredi 5 février 2014, par ABDEL-HAMID Chïma (Date de rédaction antérieure : 29 janvier 2014).

Auteurs de la révolution qui a évincé Hosni Moubarak en 2011, les mouvements révolutionnaires semblent quasiment absents aujourd'hui, fragilisés par trois années de lutte. Le Courant populaire d'Egypte, le mouvement du 6 Avril, la campagne Khaled Ali [1], les socialistes révolutionnaires (SR) parmi d'autres n'ont plus la cote.

Pour la grande majorité d'entre eux, il est encore tôt pour lancer les préparatifs de la présidentielle ; et ils attendent l'annonce officielle de la date du scrutin. C'est ce qu'affirme Hossam Moenes, porte-parole du Courant populaire : *« Nous ne voulons pas commettre les mêmes erreurs qu'après le 25 janvier 2011. Nous allons attendre le bon moment pour entamer les préparatifs. Nous allons attendre de voir qui se présentera et le programme proposé. Jusque-là, nous estimons que Hamdine Sabbahi est le plus convenable »*.

Un avis que partage Héba Yassine, porte-parole médiatique du courant, qui affirme que le mouvement entamera une campagne de sensibilisation dans les différents gouvernorats pour tenter de gagner la confiance de la rue : *« Les Egyptiens ne nous connaissent pas suffisamment. Le courant était noyé dans une guerre contre les injustices de Morsi et n'a pas eu suffisamment de temps pour travailler dans la rue. On doit passer par cette phase avant de commencer les préparatifs pour la présidentielle. On a encore le temps »*.

Entre-temps, une coalition rassemblant différents mouvements et courants des jeunes du 25 janvier est en train de se former pour définir le programme du « Candidat de la révolution ». A ce jour, cette coalition devrait rassembler les Socialistes révolutionnaires, le Mouvement du 6 Avril, le Courant populaire entre autres. *« Nous ne cherchons pas tel ou tel candidat, mais plutôt le programme qu'il va présenter. Nous allons nous unir autour d'un programme et ensuite chercher la personne susceptible de l'appliquer »*, précise Moenes. [2]

Certaines conditions sont déjà déterminées par le camp des révolutionnaires comme l'explique Moenes. *« Le candidat de la révolution doit jouir d'un consensus populaire, répondre aux revendications de la révolution et relancer la justice contre le régime de Moubarak, le Conseil militaire et Morsi. Il doit aussi être civil »*. Il ajoute : *« Ce n'est pas la dualité militaire ou civile, l'essentiel est que le candidat présente un programme applicable pour réaliser les revendications de la révolution »*.

« Plus de place pour les militaires »

Mais tous les mouvements ne voient pas l'affaire du même œil. *« Il n'y a plus de place pour les militaires et leurs dictatures. Il est temps qu'un civil révolutionnaire prenne leur place au pouvoir »*, explique l'activiste Malek Adli, membre de la campagne de l'ancien candidat présidentiel Khaled Ali qui croit que même une figure comme Sabbahi ne représente pas le camp révolutionnaire. *« Toute*

personne ayant pris le camp de l'armée et déclaré son soutien pour un nouveau pouvoir militaire ne représente plus notre camp. Avec le temps, on découvre ces personnes comme on a dévoilé les Frères ». Les Socialistes révolutionnaires, eux aussi, insistent sur le fait de ne soutenir qu'un candidat civil. *« Il serait dupe de croire qu'un militaire pourrait garantir les revendications de la révolution »*, note Hicham Fouad, membres des Socialistes révolutionnaires. […]

Leur chance de remporter la présidentielle reste pourtant minime, voire impossible devant la potentielle candidature d'Al-Sissi [3] *« On a peu de chance. Pas parce qu'on est faible, mais les figures de la révolution du 25 janvier sont exposées à une campagne de diffamation de la part des médias pro-armée, sans compter les campagnes d'arrestations contre les activistes. Comment voulez-vous avec cette répression qu'on mène une campagne dans la rue ? On sera soit chassés par les pro-Sissi, soit arrêtés par la police »*, s'indigne Fouad.

Malek Adli, lui, est plus optimiste : *« Un grand nombre d'Egyptiens ne veulent plus d'un président militaire »*. Pour lui, il faut attendre que les campagnes présidentielles soient lancées, pour mesurer le vrai poids du candidat militaire face à un révolutionnaire.

Si les forces révolutionnaires attendent le bon moment pour commencer un travail sérieux pour la présidentielle, Amr Badr, lui, a décidé de geler son adhésion au Courant populaire (celui de Hamdine Sabbahi) pour commencer sa campagne « Candidat de la révolution » pour soutenir paradoxalement Sabbahi. Il a déjà tenu des conférences, des meetings et visité des universités pour contacter les jeunes et les inciter à soutenir les revendications de la révolution. *« Nous avons commencé notre campagne pour Sabbahi, mais si la coalition (en préparation) choisit un autre candidat nous ne nous y opposerons pas »*.

Chïma Addel-Hamid

P.-S.

* Article publié par Al Ahram, le 29 janvier 2014, « Les révolutionnaires encore indécis face à l'éché ».
http://hebdo.ahram.org.eg/NewsContent/0/10/124/4936/Les-révolutionnaires-encore-indécis.aspx

* Notes de A l'Encontre http://alencontre.org

Notes

[1] Khaled Ali est un avocat. Il a milité pour ses campagnes contre la corruption et pour la défense des droits des travailleurs. Il est, depuis le début des années 2000, directeur du Centre égyptien pour les droits économiques et sociaux (ECESR). En novembre 2013, il a annoncé sa démission du Parti de l'Alliance Populaire Socialiste, formation établie en mars 2011 et légalisée en septembre 2011. Les ruptures dans cette formation sont intervenues suite à la mobilisation du 30 juin 2013 et à sa « captation » par le coup du 3 juillet. (Réd. A l'Encontre).

[2] Voir la « Déclaration du 25 janvier » sur ESSF (article 31007), Pour les objectifs fondamentaux de la révolution : déclaration du 25 janvier par un regroupement d'organisations égyptiennes.

[3] Selon ahramonline du 27 janvier 2014, le Conseil suprême des forces armées (CSFA) a donné son feu vert pour que l'actuel maréchal (et non plus général) et ministre de la Défense Abdel-Fattah al-Sissi puisse choisir de se présenter à l'élection présidentielle, cela en relation avec « son sens du patriotisme » et « des revendications du peuple égyptien ». L'élection présidentielle devrait se tenir entre le 17 février et le 18 avril. (Rédaction A l'Encontre).